La rubrique RECHERCHES EN COURS a comme objectif la diffusion d'informations sur des projets en cours d'élaboration dont le stade de développement n'a pas encore atteint celui de la publication des résultats. Elle accueille ainsi des présentations de programmes de recherche, individuels ou collectifs, devant aboutir ultérieurement à la publication d'ouvrages ou de rapports.

Le texte ici proposé par Abdelghani ABOUHANI s'inscrit dans le cadre d'une recherche sur la "gestion urbaine" menée conjointement, en 1991 à Meknès, par une équipe de chercheurs et d'étudiants de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat et une équipe de chercheurs et d'étudiants de l'Institut d'Urbanisme de Montréal. Il correspond à une étape intermédiaire dans la réalisation d'un projet individuel. La recherche collective, quant à elle, donnera lieu prochainement à une publication aux Presses de l'Institut d'Urbanisme de Montréal.

Le questionnaire ainsi que l'exploitation des données qui ont servi de base à la rédaction de cet article ont été réalisés par l'auteur.

LES POUVOIRS DANS LA VILLE : MULTIPLICITE DES CENTRES DE DECISION ET ATTITUDE DES POPULATIONS

Abdelghani ABOUHANI est politologue, Professeur à l'institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU, Rabat), ses recherches concernent, de façon générique, les politiques urbaines.

Cette étude vise à saisir la perception qu'ont les habitants du système d'autorité en milieu urbain. En d'autres termes il s'agit de voir et d'analyser comment la décentralisation est vécue par le citoyen : arrive-t-il à reconstituer le partage de l'autorité au niveau local entre agents élus décentralisés représentés par le conseil municipal et agents déconcentrés représentés par les services du caïdat et ceux de la Province ? Comment vit-il ce partage ? Comment perçoit-il le Conseil municipal ?

A partir d'une enquête conduite dans la ville de Meknès, nous avons entrepris d'étudier la perception du système d'autorité en milieu urbain par les administrés. Il s'agit de percevoir et d'analyser les modalités suivant lesquelles la décentralisation est vécue par le citoyen.

L'opportunité de ce genre d'étude est suggérée par les caractéristiques mêmes du fait urbain en tant que carrefour de plusieurs pouvoirs : pouvoir politico-administratif, exercé ou représenté par les instances de la Province et du caïdat, le Conseil municipal et les députés ; pouvoirs techniques détenus par les différentes régies (eau potable, électricité ...) et délégations ministérielles (habitat, santé...).

Dans bien des domaines de la gestion urbaine, ces pouvoirs se superposent, se chevauchent et s'entrecroisent. La complexité du système administratif local tient au fait qu'un seul domaine comme, par exemple, la distribution de l'eau potable, est pris en charge par des instances multiples impliquant les niveaux hiérarchiques centraux et locaux et concernant les agents d'autorité proprement dits, les élus et les services techniques.

Dans ces conditions, la question se pose de savoir comment l'administré assume cette complexité dans sa vie quotidienne. A l'occasion d'un problème donné, parvient-il à discerner le type de pouvoir et le niveau hiérarchique appropriés ? S'en remet-il à un agent déterminé, à charge pour celui-ci de traiter avec les autorités compétentes ?

Caractères socio-économiques des ménages enquêtés

L'enquête a porté sur un échantillon de 87 ménages choisis dans tous les types d'habitat à Meknès avec prédominance des ménages résidant dans les quartiers sous-équipés comme Borj Moulay Omar, Sidi Baba, Carrière Saïdia.

Quelques données permettent de préciser le profil de cette population. Les trois quarts des ménages enquêtés résident depuis plus de dix ans dans le quartier. Ceci traduit la faiblesse des apports migratoires et un attachement au lieu de résidence. La politique de restructuration de l'habitat insalubre mise en place dans les années 1980 a contribué à fixer les familles là où elles résidaient, leur permettant de bâtir en dur : le passage de la baraque au logement construit s'est effectué sur place.

La plupart des ménages disposent d'un revenu situé dans les tranches de 500 Dirhams (DH) à 1000 DH (53%) et de 1500 à 2000 DH (22%). Seuls 11% bénéficient d'un revenu supérieur à 3000 DH. Une forte majorité (68%) n'a aucune instruction alors que 16% déclarent avoir suivi un enseignement secondaire et 10% avoir fréquenté l'école coranique. Les études supérieures n'ont été le fait que d'une infime minorité (14%).

La taille moyenne des ménages est de l'ordre de 6,55. Ce chiffre, supérieur à la moyenne nationale, n'est pas représentatif de l'ensemble de la ville. Il révèle le poids particulier des quartiers périphériques comme Borj Moulay Omar et Sidi Baba, où les ménages ont tendance à surévaluer leur dimension. Dans ces quartiers en cours de restructuration, un ménage, pour obtenir une parcelle à lui seul, doit compter au moins 14 personnes. S'il en compte moins, il doit partager sa parcelle avec un autre ménage : l'un habitera au rez-de-chaussée, l'autre à l'étage.

Cette inclination à surévaluer la taille des ménages explique le nombre élevé de propriétaires dans ces quartiers. A Sidi Baba, tous les ménages enquêtés sont propriétaires de leurs logements et à Borj Moulay Omar le taux atteint 87%. La plupart des chefs de ménage sont venus dans ces quartiers pour échapper au rapport locatif et accéder à la propriété.
L'enquête a dégagé une forte corrélation entre revenus, scolarité et lieux de résidence : 75% des ménages qui ont déclaré n'avoir aucune instruction résident dans les quartiers périphériques et ce taux dépasse même 80% à Sidi Baba et Carrière Saïdia.

Rapports des ménages enquêtés aux services urbains

Avant de préciser la situation des ménages par rapport aux services urbains, il convient d'analyser la perception de l'équipement par les habitants.

Pour ces derniers, appartenir à la ville c'est disposer de l'ensemble des équipements d'infrastructure : les branchements aux réseaux d'électricité, d'eau potable et d'égouts, le revêtement de la chaussée et le ramassage des ordures ménagères (de porte-à-porte). Les ménages excluent toute alternative en la matière. Dans leur esprit, et c'est là une attitude assez générale au Maroc, tous ces équipements doivent leur être assurés par l'Etat. Tant qu'il ne bénéficie pas de ces infrastructures et services, le ménage se considère comme marginalisé. Paradoxalement, l'Administration comme les partis d'opposition, tendent à renforcer ce mode de perception. Rien n'est entrepris pour encourager la population à concevoir et développer des alternatives s'appuyant sur des initiatives et des solidarités de groupe.
De même, aucun débat n'est engagé par les partis d'opposition pour explorer toutes les ressources des initiatives populaires dans le domaine de la recherche d'équipements alternatifs. Dans leur discours comme dans leur pratique de gestion locale, ils se réfèrent au même modèle d'équipement que celui pratiqué par l'Administration et attendu par les habitants. La notion d'équipement et de service urbain présente donc une forte homogénéité de sens pour l'ensemble des acteurs locaux.

La corrélation entre la nature de la construction et le niveau d'équipement s'avère forte.
La plupart des logements en dur sont reliés aux différents réseaux. En revanche aucune "baraque" ne bénéficie de l'équipement urbain. Pour jouir de celui-ci, le propriétaire doit bâtir.

Sources d'approvisionnement en eau du quartier

La majorité des ménages enquêtés (74%) n'a pas d'eau courante potable et s'alimente aux bornes de fontaines considérées par la population de Meknès comme le mode d'approvisionnement habituel pour tout foyer ne disposant pas du branchement à domicile.
Ce mode d'approvisionnement soulève un double problème : la distance du point d'eau et le temps requis pour s'approvisionner. Pour les ménages défavorisés, l'eau devient un problème lorsque la borne de fontaine est située loin du lieu d'habitation.

Le cas du bidonville Saïdla est significatif : il faut plus de 30 minutes pour procéder à un approvisionnement. A l'éloignement s'ajoute le temps d'attente qui varie de 10 minutes, quand il n'y a pas de file d'attente à plus de 30 minutes, quand la borne est très fréquentée. Cette situation a donné lieu à tout un réseau de petits redistributeurs d'eau à domicile : le paiement est fonction des quantités consommées.

En général, le coût de l'eau dans les quartiers périphériques n'est pas onéreux. 65% des ménages ont déclaré que l'eau leur revient à moins de 50 DH par mois. En revanche dans les quartiers aisés, comme Plaisance et pour les ménages qui disposent d'une piscine, le coût de l'eau peut atteindre jusqu'à 1000 DH par mois. Le trait explicite une forte corrélation entre le niveau socio-économique des ménages enquêtés et l'importance de la consommation mensuelle d'eau : plus le ménage est fortuné plus il a tendance à user de l'eau. Quant au coût du branchement il a varié selon les périodes considérées. Entre 1971 et 1986 le branchement revenait à 1207 DH par ménage, alors qu'il était évalué à 3092 DH entre 1986 et 1991. Les coûts moyens d'un branchement ont donc presque triplé entre la premlère et la seconde période.

La situation des ménages par rapport aux réseaux d'assainissement

La plupart des ménages ont une appréciation positive du réseau d'assainissement moderne. Ceux des ménages qui n' y sont pas reliés utilisent des procédés traditionnels comme des latrines simples, à fosse vidangeable, avec puits perdu à l'écart, avec fosse septique et même avec simple tuyau se déversant dans la rue.
Plusieurs défauts sont attribués par les ménages aux réseaux d'assainissement traditionnels : écoulement très lent, entretien coûteux et pénible, odeurs nuisibles à la santé. A cela, les ménages opposent les qualités de l'assainissement moderne : commodités, écoulement rapide, absence de risques pour la santé et faibles coûts.

Comme dans le cas de l'eau, la recherche de ce type d'équipement est la principale raison avancée pour expliquer la construction durable. Une baraque ne peut être branchée ni au réseau d'eau potable ni au collecteur d'égout municipal. Le ménage doit construire en dur s'il veut disposer de ces services.

Ramassage des ordures ménagères

En général, les ménages sont insatisfaits du système de ramassage des ordures ménagères. Le ramassage se fait à 6 heures du matin, ce qui est considéré comme trop tôt. Certains quartiers, tel Carrières Saïdia, ne sont pas desservis et recourent alors à des décharges sauvages.

Les ménages enquêtés sont également peu bénéficiaires de l'entretien de l'espace mitoyen à leur logement. 66% des ménages disent assurer eux mêmes le nettoyage du trottoir et de la rue. Mais seuls 2% des ménages déclarent nettoyer des espaces publics.

Les résultats de l'enquête confirment une pratique générale souvent soulignée chez les citadins au Maroc : à la propreté de la maison, s'oppose la rue sale et poussiéreuse et au souci extrême de nettoyer chez soi, l'indifférence affichée à l'égard des espaces publics. D'où l'absence de toute forme de solidarité au niveau des quartiers pour la prise en charge de ces espaces. Au contraire, dans bien des cas, la pratique des habitants tend à transformer tous les espaces libres en espaces dépotoirs de déchets, ce qui aggrave le problème de l'hygiène dans les quartiers périphériques.

Initiative de la population et attitudes face aux autorités locales

L'attitude à l'égard des autorités locales est fonction du revenu, du niveau de scolarisation et surtout du type de logement et de sa situation dans le périmètre urbain.
Nous avons analysé 75 démarches administratives effectuées par des ménages de niveaux socio-économiques différents et résidant dans des quartiers centraux et périphériques.

Le contenu des démarches

Sur les 75 démarches, 21 portaient sur l'eau, 20 sur l'assainissement, 15 sur l'entretien de la voirie et 19 sur le transport et autres services.
L'analyse du contenu des requêtes révèle l'importance des équipements d'infrastructure pour les habitants, notamment dans les quartiers périphériques. Ces équipements sont recherchés non seulement pour les commodités qu'ils sont supposés procurer, mais aussi pour la symbolique qui leur est attribuée.

Résidant en marge de la ville, les habitants vivent dans l'attente du branchement aux différents réseaux considérés comme le signe d'une reconnaissance par l'Administration et le début d'une intégration urbaine. Néanmoins, le processus d'équipement de ces quartiers est lent. D'où la multiplication des démarches des ménages auprès de l'Administration.

La forme des démarches

La plupart des démarches revêtent un caractère revendicatif. Les ménages saisissent l'administration locale pour réclamer tel ou tel équipement. La requête est formulée en général au nom des habitants du quartier, et ce surtout dans les quartiers périphériques.
Ce trait peut s'expliquer par la prise en compte de plusieurs éléments.
Le type d'équipement revendiqué (eau, assainissement) implique souvent une demande collective dans la mesure où les raccordements des ménages supposent un aménagement préalable de l'infrastructure de l'ensemble du quartier.
Par ailleurs, la population des quartiers périphériques mise sur la force du nombre pour faire pression sur l'Administration et obtenir satisfaction.
Enfin, le recours aux démarches collectives témoigne d'une forme de crainte ou d'un souci de l'anonymat face à l'Administration.

Les destinataires des démarches des ménages

A quel niveau administratif s'adressent les ménages pour exprimer leurs revendications et leur demandes d'interventions ? Comment perçoivent-ils les centres de décisions ? A quels intermédiaires recourt-on pour acheminer les demandes auprès des autorités locales ?

Il ressort de l'enquête que le niveau socio-économique du ménage, le type du bâti et l'échelon administratif auquel on s'adresse pour exprimer ses revendications sont fortement liées.

Dans les quartiers périphériques, notamment au sein des bidonvilles, les ménages s'adressent uniquement au *Moqqaddem* ou au Caïd **(1)** pour exprimer leurs demandes. En général, ils ne dépassent jamais ce niveau du personnel administratif.

Même pour des questions qui relèvent de la municipalité, comme l'assainissement et les bornes de fontaines, la population continue à s'adresser au Caïd plutôt qu'à la municipalité.

Cette conception du pouvoir est renforcée par le fait bien réel que le sort de leurs habitations précalres dépend du Caïd. Lequel dispose en dernier lieu du recours à la force pour faire évacuer les bidonvilles. Ce qui maintient la population sous l'étroite dépendance des services du Caïdat.

Au demeurant, on observera que les services déconcentrés disposent d'une forte implantation dans les quartiers périphériques, qu'il s'agisse d'un arrondissement (siège d'un Caïd ou d'un *Khalifa*), d'une annexe ou d'un bureau du *Moqqaddem*. En revanche, la municipalité et les autres segments du pouvoir local n'ont aucune représentation autonome dans ces marges urbaines.

Néanmoins, dans certains cas, des élus, par leur dynamisme, arrivent à sensibiliser la population de ces quartiers au rôle que peut jouer la municipalité en leur faveur, ce qui a permis d'orienter leurs démarches revendicatives dans la plupart des cas vers le Conseil municipal.
Ces exceptions témoignent plus de l'activisme de certains députés que d'un changement de perception des centres de décisions. Même quand on recourt à un élu, c'est pour faire pression sur l'autorité du Caïd ou du Gouverneur, considérés comme les véritables détenteurs du pouvoir au niveau local.
Dans la configuration du pouvoir local telle qu'elle est perçue par les ménages des quartiers périphériques, le *Moqqaddem* et le Caïd occupent une place centrale. C'est à eux que l'on s'adresse pour exprimer une revendication ou solliciter une demande d'intervention.

N O T E S **(1)** Le Moqqaddem est l'agent d'autorité immédiatement au contact des administrés, à l'échelon administratif le plus bas dans la hiérarchie des agents d'autorité. Le Caïd se situe plus haut dans la structure administrative, son intervention a pour cadre l'arrondissement.

Résultats des démarches des habitants

Parmi les ménages interrogés, près des trois quarts des démarches revendicatives ont été satisfaites, étant entendu que la plupart ont été effectuées auprès du *Moqqaddem* ou du Caïd.

Le *Moqqaddem* ne résout pas lui-même les problèmes dont il est saisi. Il agit comme intermédiaire, sorte d'agent d'information et de transmission des doléances soit au Caïd soit, moins souvent, directement à la municipalité.
Que ce soit par l'intermédiaire du *Moqqaddem* ou directement, le Caïd demeure l'un des pôles vers lequel convergent la plupart des démarches. Il traite lui-même la plupart des requêtes.

Lorsqu'il transmet les doléances à la municipalité ou à une régie, il suit l'évolution du dossier. Ce qui tendrait à confirmer le dynamisme de cette fonction et à expliquer les sollicitations dont elle est l'objet de la part de la population.

Quant à la municipalité, l'enquête vérifie son rôle déterminant dans la gestion des services urbains. Alors que d'autres agents reçoivent les requêtes, c'est elle qui en définitive les traite.

Mais il convient de souligner l'écart existant entre la perception des réseaux d'autorité par la population et le rôle effectif, que joue la municipalité dans la gestion urbaine. Seuls les habitants des quartiers centraux et réglementaires s'adressent directement à la municipalité. Quant aux ménages des quartiers clandestins, ils continuent de penser que la gestion des services urbains est du ressort du Caïd bien que souvent celui-ci ne fasse que transmettre leur dossier à la municipalité et aux régies.

Le taux de réussite assez élevé des démarches retient particulièrement l'attention. Il tient d'abord au caractère relativement ouvert du système administratif local.
En multipliant les instances compétentes dans un même domaine, il empêche qu'un acteur puisse bloquer le circuit décisionnel. Si la démarche auprès de l'autorité locale échoue, on s'adresse à un élu.

Ainsi lorsque les habitants de trois douars périphériques, Laroussi, Barramila et Karkour, ont voulu créer une Amicale pour se protéger contre les menaces d'expulsion du Ministère des habous, l'autorité locale a refusé leur dossier. Les ménages se sont alors tournés vers le député du secteur dont l'intervention a permis à l'Amicale de voir le jour. Bien plus, la municipalité a promis aux habitants de procéder gratuitement à l'étude d'assainissement et de contrôler l'exécution des travaux. Le bureau de l'Amicale a même été reçu à deux reprises par le Gouverneur, lequel au cours de ces audiences a demandé au représentant du Mnistère de l'habitat d'effectuer gratuitement les études d'assainissement. A une situation de blocage ont succédé des promesses d'aide de la part du Conseil municipal et du Gouverneur.

Les acteurs locaux, en raison du chevauchement de leurs compétences, sont dans une situation de concurrence et chacun veut réussir là où l'autre a échoué et en tirer un avantage politique. Cette situation profite largement à la population qui, pour un même dossier, peut solliciter l'intervention de plusieurs instances.

Une autre raison explique le taux élevé de réussite des démarches. La plupart de celles-ci ont impliqué pour les ménages le déboursement d'une somme d'argent, surtout lorsqu'il s'agit de l'entretien de certains équipements tels que les bornes fontaines ou l'assainissement.
L'entretien des bornes-fontaines, chaque fois qu'elles sont défectueuses, coûte 5 à 15 DH à chaque ménage. Pour l'assainissement, les sommes déboursées consistent surtout en des pourboires ou *sokhrats* que la population accorde aux employés envoyés par la municipalité pour effectuer les réparations requises.
Ce facteur vénal, joint à la multiplicité des intervenants dans un même domaine, fait de l'Administration locale, maigré sa lourdeur, une structure relativement ouverte et fonctionnelle. Autre fait important, le pourcentage assez faible de demandes qui s'adressaient au Gouverneur. La plupart des habitants interrogés pensent qu'un Gouverneur peut tout faire au niveau local.
Mais il reste perçu comme une autorité lointaine, inaccessible pour les ménages de modeste condition. Il représente tout ce que l'Etat ou le *Makhzen* a d'abstrait.

Plusieurs raisons peuvent contribuer à expliquer une perception du pouvoir local qui privilégie l'agent d'autorité sur les organes élus et les services techniques.

Il y a d'abord le poids de l'histoire. La démocratisation du système administratif local est un phénomène relativement récent remontant à peine à une quinzaine d'années. Pendant très longtemps, les agents d'autorité ont assuré la gestion des localités. Les villes ont pu se doter de certaines formes de représentation dans le domaine économique par le biais des corporations mais la ville ignorait toute forme de représentation municipale.

Avec l'instauration du Protectorat, l'organisation administrative du pays va connaître un renforcement considérable. Le pouvoir central réussit à étendre son emprise sur l'ensemble du territoire. Le maillage territorial s'est resserré dans des proportions jamais atteintes auparavant.

Les découpages administratifs successifs ont accrû le processus de fragmentation des territoires des villes et provinces, désormais placées sous la tutelle de structures de commandement beaucoup plus lourdes. En outre, l'emprise du pouvoir central sur les Gouverneurs et les Caïds est devenue beaucoup plus forte et régulière. Ces derniers ont cessé d'être des personnages politiques pour devenir de simples agents du pouvoir central, chargés d'appliquer ses directives dans leur zone d'exercice.

Avec l'indépendance, les pouvoirs des agents d'autorité se sont renforcés considérablement. La réforme communale de 1960 n'a guère entamé ce processus. Le peu de pouvoirs et de moyens confiés au Conseils communaux joint à l'inexpérience des élus vont faire de l'agent d'autorité la pièce maîtresse du système administratif local et l'interlocuteur privilégié des populations.
De fait, la charte communale a changé l'ordre de répartition des compétences entre les agents d'autorité et les agents élus, mais elle n'a pas modifié le mode de perception de l'autorité au niveau local par la population.

Néanmoins, elle n'a pas opéré de rupture avec les pratiques antérieures. Dans tous les domaines se rapportant à la gestion locale, la charte a instauré le principe de la co-décision. En d'autres termes, elle n'a en aucun cas dessaisi l'autorité locale de son pouvoir d'intervention. Bien au contraire, le Conseil communal ne peut rien entreprendre sans la collaboration expresse ou tacite de l'autorité locale.
Cette superposition de l'agent d'autorité au système municipal se retrouve dans tous les segments locaux et dans des domaines qu'on pourrait croire relever de la pure technicité. Les régies d'eau, d'électricité et de transport sont l'exemple type de cette superposition des différents nivaux d'autorité. Leur Conseil d'Administration comprend à la fois des élus et des représentants des Ministères de l'intérieur, de l'Urbanisme et des Finances. La prédominance numérique des élus au Conseil d'administration est rééquilibrée par la présence du Gouverneur en qualité de Président ; ce qui a pour effet d'éclipser largement l'influence des élus. En outre, ni le Directeur de la régie qui est nommé par *Dahir*, ni son personnel ne rendent compte au Conseil municipal. Née d'une délibération du Conseil municipal, la régie a tendance à s'autonomiser ou plutôt à relever davantage de l'autorité locale que des élus.

On retrouve la même situation dans le domaine de l'urbanisme. Certes, c'est le Conseil municipal qui délivre le permis de lotir et de construire, mais les schémas directeurs et les plans d'aménagement qui déterminent les règles d'utilisation du sol sont établis par l'Administration.
La superposition s'inscrit même dans l'espace puisque le Conseil municipal n'a pas de territoire qui lui est propre. Dans tous les arrondissements les services d'autorité et ceux des élus partagent les mêmes locaux. En face du bureau du Président du Conseil communal se trouve celui du Caïd ou du Pacha.

Ce chevauchement, tant au regard des compétences que des implantations, n'est guère de nature à aider la population à saisir toutes les nuances et les subtilités d'une politique de décentralisation assez complexe qui multiplie les zones de contact et les points de croisement entre les différents types d'autorité.

Pour la population, l'Administration locale avec ses différents segments n'est en fait qu'un échelon de l'étatique. Tout ce que l'approche formaliste a tendance à dissocier ou à distinguer entre agents de l'Etat et agents élus, apparaît comme une distinction artificielle, une simple division du travail à l'intérieur de la structure d'un même pouvoir.
Chez les administrés s'opère en fait l'unicité du pouvoir local. Les différents équipements qui sont réalisés ou à réaliser sont perçus comme étant le fait de l'Etat du *Makhzen*.

Force est de reconnaître que cette perception n'est pas totalement éloignée de la réalité. La modicité des ressources du Conseil municipal jointe au dynamisme de l'autorité font que l'effort de l'équipement de la ville est encore supporté dans une large mesure par l'Administration.

Abdelghani ABOUHANI

Afin de prolonger l'essai de recension portant sur les revues européennes tournées vers l'étude savante du monde arabe et islamique (Espagne : n° 4-5, Grande-Bretagne et Allemagne : n° 6, Italie : n° 7, France : n° 10), la rubrique ETAT DE ... propose ce mois-ci une liste de revues scandinaves. Cet inventaire a grandement bénéficié des compétences de M. Tuomo MELASUO, chercheur au Tampere Peace Research Institute (Finlande) qui a eu l'obligeance de compléter les mentions de notre liste initiale.

Edités en anglais et/ou dans l'une des quatre langues scandinaves, ces périodiques académiques représentent les principales publications consacrées à la recherche dans le domaine des études arabo-isiamiques au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède. Toutefois, cette sélection qui ne prétend aucunement à l'exhaustivité, reste ouverte aux précisions destinées à l'améliorer.
Par ailleurs, au regard de la démarche engagée lors de nos précédents inventaires, il convient de préciser qu'ont été retenus les titres non directement centrés sur le Maghreb ou le Machrek, dans la mesure où ils couvraient des aires régionales incluant pour une large part la géographie du monde arabe. Cet inventaire mentionne également des revues réputées traiter de l'Islam et des sociétés musulmanes à partir d'une approche élargie de la culture et de la religion.
Selon le mode de présentation habituel, l'indication du titre est suivie de la date de création, de la périodicité, du lieu d'inscription institutionnelle et de l'adresse.

Enfin, une brève présentation de la Nordic Society for Middle Eastern Studies souhaite compléter l'information sur une production de recherche active et anciennement ancrée, mais au demeurant souvent aussi peu connue que citée.

ACTA ORIENTALIA (1922)
Annuelle
Munksgaard International Publisher,
Copenhagen
Institutet for Sammenlignende
kulturforskning
Drammensveien 78
N-0271 Oslo
Norvège

ARABY NORDIC STUDIES ON THE ARAB AND ISLAMIC WORLD (1982)
Irrégullère
Odense
Center for Arab Area Studies
Université de Odense
Campusvej 55
DK-5230 Odense M
Danemark

NOMADIC PEOPLES (1980)
Bi-annuelle
Uppsala
International Union of Anthropological and Ethnological Sciences Commission on Nomadic Peoples
Environmental Policy and Society
EPOS
Université d'Uppsala
Sturegatan 9, 1 tr
S - 753 14 Uppsala
Suède

ORIENTALIA SUECANA (1952)
Annuelle
Almqvist & Wiksell International
Institut pour les Langues
Afro-Asiatiques
Université d'Uppsala
HSC, Rum E 441
(Kyrkogardsgatan 10)
B. P. 513
S - 751 20 Uppsala
Suède

ORIENTALISKA STUDIERS SKRIFTSERIE
Irrègulière
Université de Stockholm
Stockholm
Suède

STUDIA ORIENTALIA (1925)
Annuelle
Helsinki
Societas Orientalis Fennica
Département des Langues et
Cultures Afro-Asiatiques
B. P. 13
(Merltullinkatu 1 B)
FIN-00014 Université de Helsinki
Finlande
Centre d'Echange de la Littérature
Scientifique Rauhankatu 15 B
FIN-00170 Helsinki
Finlande

SUOMEN ITAMAISEN SEURAN SUOMEN-KIELISIA JULKAISUJA (1919)
Irrégulière
Helsinki
Societas Orientalis Fennica
Département des Langues et Cultures
Afro-Asiatiques B. P. 13
(Meritullinkatu 1 B)
FIN-00014 Université de Helsinki
Finlande

POPULARVETENSKAPLIGA SKRIFTER UTGIVNA AV FINSKA ORIENT-SALLSKAPET, SVENSK SERIE (1920)
Irrégulier
Societas Orientalis Fennica
Département des Langues et Cultures Afro-Asiatiques
B. P. 13
(Meritullinkatu 1 B)
FIN-00014 Université de Helsinki
Finlande

MARHABA
The yearbook of the Finish-Arabic Society (1977)
Annuelle
Finnish-Arabic Society
Meritullintori 6 A 5
FIN-00170 Helsinki
Finlande

VARTIJA (1888)
6 numéros par an
Helsinki
Vartija-aikakauslehden kanna tusyhdistys ry.
Vantaanjänne 2 B 11
FIN-01730 Vantaa
Finlande

RELIGIONSVETENSKAPLIGA SKRIFTER (1983)
Irrégulière
Abo (Turku)
Institut de l'Histoire des Religions
Université de Abo Akademi
FIN-20500 Abo (Turku)
Finlande

TEMENOS
Studies in Comparative Religion presented by Scholars in Danemark, Finland, Norway and Sweden (1965)
Annuelle
Turku
Société Finlandaise pour l'Etude Comparative des Religions
Donnerska Institutet
B. P. 70
FIN-20501 Abo (Turku)
Finlande

SCRIPTA INSTITUTI DONNERIANI ABOENSIS (1967)
Bi-annuelle
Almqvist & Wiksell International
Donnerska Institutet
B. P. 70
FIN-20501 Abo (Turku)
Finlande

MEDELHAVSMUSEET - BULLETIN (1961)
Irrégulière
Stockholm
Musée de la Méditerranée
B. P. 5405
S-114 84 Stockholm
Suède

NORDISK SELSKAP FOR MIDTAUSTENFORSKNING (NORDIC SOCIETY FOR MIDDLE EASTERN STUDIES)
University of Bergen - Parkveien 22 A - N-5007 - Bergen - Norvège
Tel. (47) 55 21 27 11 Fax. (47) 55 3138 45

Fondée en janvier 1989 à Uppsala (Suède), lors de la tenue de sa première conférence, la *Société nordique pour la recherche sur le monde arabe* (NSMES) est une association savante regroupant les spécialistes des pays scandinaves (Danemark, Finlande, Norvège et Suède).
Membre actif de l'association internationale EURAMES, la NSMES réunit aujourd'hui près de deux cents chercheurs appartenant aux différentes disciplines des sciences sociales et humaines.
Elle a organisé sa deuxième conférence générale en octobre 1992 à Copenhague tandis que la troisième, dont le thème provisoire s'intitule *Ethnic and Cultural Encounter in the Middle East*, est programmée pour 1995 à Joensuu (Finlande).
Outre la tenue périodique de ces grandes réunions scientifiques, les activités de la Société nordique se partagent entre un effort de publication et l'organisation de séminaires autour de thèmes moins larges que ceux des conférences générales.
En matière de publication, la NSMES a édité deux ouvrages principaux, "*The Middle East Viewed from the North*" et "*The Middle East - Unity and Diversity*", ainsi qu'un premier catalogue proposant une liste de cent quarante chercheurs et détaillant leurs projets de recherche. Une prochaine parution actualisée de ce catalogue prévoit la présentation des profils et des activités de plus de deux cents chercheurs.
Signalons enfin que le calendrier de la NSMES comprend l'organisation prochaine, en Suède, de deux séminaires, l'un portant sur le Maghreb, l'autre sur les codes de la famille en pays musulmans.

Dialogue arabo-scandinave. - Sous la Direction de Tuomo MELASUO. - Tampere : TAPRI, 1993. - 328 p.

Dans le cadre de la tradition nordique de recherche sur la paix et le changement pacifique, cet ouvrage collectif de facture savante s'emploie à parcourir les multiples registres des relations de l'Europe du Nord et des pays arabes tout en demeurant volontairement attentif à des formes d'expression différentes et peu courantes, telles que l'humour et la poétique, dès lors qu'il est question de particularités et d'échanges interculturels.
Si les contacts entre les aires arabe et scandinave sont mal connus et mal appréciés, ou du moins peu visibles ou évidents, il reste qu'ils sont anciens, divers et chargés d'enjeux comme d'actualité.
Ainsi, les historiques proposés des études arabo-islamiques en Suède et en Finlande retracent de longs cheminements de savoirs qui, pour ne pas être liés à des projets de pénétration et de domination coloniales ou post-coloniales, ne se sont pas exclusivement tournés vers l'analyse des choses écrites, mais se sont développées par et sur le terrain.
S. KHALE détaille l'évolution de la tradition suédoise de recherche. Celle-ci, spécialisée dans l'analyse des corpus linguistique et littéraire, s'est progressivement ouverte, depuis les dernières décennies, aux sciences humaines et sociales.
H. PALVA montre, que dès le début du XIXème siècle Paris, en tant que centre européen de l'arabisme, était activement concurrencé par Saint-Pétersbourg et que depuis les premières "explorations" de G. A. WALLIN (1811-1852) en Egypte et en Arabie, le panorama des champs de recherche s'est progressivement étendu au politique, au sociologique mais aussi à l'histoire moderne et au commerce.
De la même manière, l'examen des relations économiques arabo-scandinaves, d'une part, et des conditions de vie des arabes au nord de l'Europe, d'autre part, révèle l'importance des flux des personnes et les volumes d'échanges des biens. Deux facteurs paraissent devoir contribuer à redéfinir prochainement ces flux : tout d'abord la croissance de l'émigration arabe vers le Nord, puis le rapprochement des pays nordiques de la Communauté Européenne qui les amène à ouvrir les questions d'une politique commune en Méditerranée et de la gestion d'intérêts propres vis-à-vis du monde arabe.

Etat des savoirs sur le développement, trois décennies de Sciences sociales en langue française. - Sous la direction de C. CHOQUET, O. DOLLFUS, E. LE ROY et M. VERNIERES. - Paris : Kharthala, 1993. - 229 p.

Champ de recherche, mais aussi d'action, le développement a mobilisé pendant plusieurs décennies l'énergie intellectuelle et souvent l'engagement politique de nombreux spécialistes des sciences sociales. La présentation de l'ensemble de la recherche francophone des trente dernières années dans ce domaine (première étape d'un bilan qui se voudrait plus vaste) incite à un retour en arrière sur un parcours qui, selon les auteurs, est loin d'être achevé.
Après la Deuxième Guerre Mondiale, la construction de la notion même de développement est fortement marquée par le fait colonial et un européocentrisme implicite. Les approches privilégient l'étude des institutions aux dépens de sociétés auxquelles on a encore du mal à reconnaître une historicité.
Cette attitude perdure jusqu'au début des années soixante qui voient s'amorcer, dans presque toutes les disciplines, une radicalisation de la pensée et s'ouvrir une période de vifs affrontements idéologiques. La pensée néo-marxiste et les théories de la dépendance dominent l'analyse économique, la science politique et la sociologie tandis que l'école française de droit international lance l'idée d'un droit International du développement. Le sous-développement n'est plus défini comme un retard ou un écart de progrès, mais comme le produit même du développement capitaliste, le résultat de la domination et de l'exploitation de la périphérie par le centre.
Au début des années quatre-vingt, la diversité de plus en plus évidente des "Tiers-mondes" d'une part, et l'échec patent des politiques développementalistes d'autre part, viennent remettre en cause respectivement une approche théorique par trop globalisante et l'optimisme des hommes de terrain. La tendance actuelle, illustrée par l'ensemble des disciplines, est à un retour vers une recherche portant plus d'attention au terrain, aux faits et aux méthodes d'investigation, ainsi qu'à la mise en avant de la spécificité des trajectoires des pays du Sud.

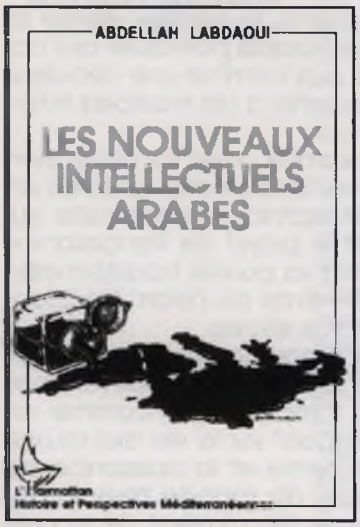
GHALLAB Abdelkarim. - Al-tatawwur al-dustûrî wa al-niyyâbî bi al-maghrib 1908-1992 (Evolution constitutionnelle et parlementaire au Maroc). - Casablanca : Al-najâh al-jadîda, 3ème édition annotée, 1993. - 410 p.

Abdelkarim GHALLAB, membre de l'Istiqlal et député de ce parti entre 1977 et 1984, rend compte des expériences constitutionnelles que le Maroc a connues depuis trente-sept ans. La première édition de son ouvrage parue en 1978, est venue à point nommé deux années après le démarrage d'un processus d'ouverture et de démocratisation faisant suite à une vie politique marquée à la fois par des velléités d'ouverture et des périodes de rupture.
La première partie de l'ouvrage retrace l'historique de l'idée de démocratie depuis l'époque hellénique jusqu'à la *Nahda* et évoque les expériences constitutionnelles britannique, française et américaine.
Elle est prolongée d'une tentative de recherche des racines de la démocratie dans l'histoire du Maroc, avant et sous le protectorat. Un temps dit de gestation constitutionnelle (1956-61) inaugura ce processus institutionnel immédiatement après l'indépendance. Il précéda les tentatives avortées d'adoption d'une Constitution et déboucha sur la déclaration de l'état d'exception en 1965. En effet, l'expérience constitutionnelle de 1962 entérinée par un plébiscite fut suivie d'une période de crise gouvernementale et par la démission des ministres représentant l'istiqlal, le 4 janvier 1963. L'état d'exception, postérieur au soulèvement de Casablanca en mars 1965, amorça une suspension de toute vie parlementaire avec d'importantes conséquences sociales et politiques.
Les difficultés à instaurer une vie institutionnelle normalisée furent levées avec l'instauration de la troisième Constitution, en 1977 et l'avènement du parlement. Celui-ci fut le premier à accomplir sa législature de six ans. Ce parcours saccadé, illustré par l'adoption de plusieurs textes constitutionnels en 1970, puis en 1972, ainsi que par l'organisation d'élections municipales en 1976, puis législatives en 1977 et une prolongation de la législature de deux années (1990 et 1992), traduit le difficile épanouissement d'une vie démocratique.
Il est à remarquer que les constitutions marocaines classent les pouvoirs selon la hiérarchie suivante : la monarchie, le parlement, le gouvernement, la justice, que les textes des deux Constitutions de 1970 et 1972 sont considérés généralement comme un recul dans la consécration de certains acquis établis par la Constitution de 1962. Ainsi, la plupart des textes consacreraient un statu quo qui ne reflèterait pas le contexte politique des années 1980 et 1990.
Enfin, outre les résultats des élections communales de 1992, l'ouvrage rend compte du découpage électoral en comparant les résultats des élections de 1983 et 1992.

HERMASSI Abdellatif. - Al-dawla wa al-tanmiyya fi al-maghrib al-'arabî : tûnis unmûdhajen (L'État et le développement dans le Maghreb arabe : la Tunisie comme exemple). - Tunis : Cérès Productions, 1993. - 268 p.

Le débat, souvent polémique, sur l'intervention de l'État, à l'heure des politiques d'ajustement structurel et de privatisation des entreprises publiques, a souvent occulté les conditions d'émergence et de croissance du secteur étatique et le rôle qu'il a joué dans les différentes phases du développement économique. L'étude d'Abdellatif HERMASSI, en tant que contribution à une sociologie du développement, est complémentaire des travaux d'économie politique. Elle s'intéresse, dans le cas tunisien, au rôle de l'État dans le processus de développement et dans la recomposition du paysage social depuis l'indépendance. La question du désengagement de l'Etat et de la privatisation des entreprises publiques dans la phase actuelle est ensuite abordée, des éléments de comparaison avec la situation en Algérie et au Maroc étant esquissés.
L'analyse des différentes étapes du développement économique de la Tunisie permet de montrer que la progression de l'intervention de l'Etat dans la vie économique comme entrepreneur et gestionnaire serait une réponse à l'incapacité du capital privé et de la bourgeoisie traditionnelle à relever les défis de l'accumulation et du développement. Elle révèle également la nécessité pour l'Etat de se légitimer. Toutefois, l'hypertrophie du secteur étatique n'est pas sans influence sur la société globale et sur la nature des différentes classes qui la composent. Cette hypertrophie entraîne à la fois le développement d'une bourgeoisie capitaliste, d'une classe salariale assez favorisée et enfin d'une couche d'entrepreneurs au service de l'Etat et du capital public.
Examiner la crise du modèle de développement basé sur un rôle prééminent de l'État, à la fois comme producteur et distributeur de revenus, n'est-ce pas évaluer la capacité actuelle des bourgeoisies nationales à prendre la relève dans le processus de construction d'une économie nationale, ces mêmes bourgeoisies ne cessant de réclamer l'aide et la protection de l'État ?

LABDAOUI Abdallah. - Les Nouveaux intellectuels arabes. - Paris : L'Harmattan, 1993. - 288 p.
(Préface de Yves SCHEMEIL)



Confrontés à l'Occident, la plupart des pays arabes se sont engagés dès le XIXème siècle sur la voie d'une modernisation sociale et institutionnelle. En se dotant de nouvelles structures politico-administratives, ces sociétés ont inauguré en leur sein un processus de sécularisation dont l'une des conséquences a consisté en l'émergence de nouvelles générations d'intellectuels.
Leur double formation caractérise ces "nouveaux intellectuels arabes" qui se doivent de comprendre sinon de résoudre les contradictions causées par une double appartenance à un univers culturel particulier et aux conceptions universalistes de la liberté de pensée et de la connaissance scientifique. Ils jouent à ce titre le rôle d'opérateurs privilégiés du changement social, celui, selon une formule de Yves SCHEMEIL, de *"rendre le changement possible en le rendant pensable"*. C'est la raison pour laquelle Abdallah LABDAOUI entreprend ici de saisir les enjeux d'une intellectualisation de la société à partir d'un double détour théorique et historique, l'un concernant la définition de l'intellectuel, l'autre nous reportant au cas des intellectuels moyen-orientaux pour qui la question de la légitimité d'un intellectualisme séculier en pays arabe s'est posée antérieurement au cas maghrébin.
L'ouvrage aborde également une autre question fondamentale liée au statut de la pensée dans des Etats et des sociétés *"toujours à la recherche de leur identité"* : celle de la légitimité de la pratique en sciences sociales en pays étrangers et des relations passionnelles qu'entretiennent intellectuels arabes et orientalisme.
Progressivement, le propos s'oriente vers le cas marocain dont l'auteur démontre la singularité mais aussi l'exemplarité. Les itinéraires particuliers de trois intellectuels marocains, à savoir Mohamed A. JABRI, Abdallah LAROUI et Fatima MERNISSI, étayent ici l'analyse. L'étude de leurs projets et de leurs pratiques autorise Abdallah LABDAOUI à soulever quantité de points épistémologiques et méthodologiques. Il cherche à illustrer vers quels chemins se tournent aujourd'hui ces *"passeurs des deux rives"* pour s'affranchir des contradictions et de la logique qui ont présidé à leur émergence, et ce afin de s'assurer l'accès à *"une pratique réglée de la connaissance"*.

MARZOUKI Ilhem. - Le Mouvement des femmes en Tunisie au XXème siècle. Féminisme et politique. - Tunis : Cérès productions, 1993. - 310 p.

Bien que la présence d'une dynamique féminine ait marqué tout un siècle de l'histoire de la Tunisie, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des expressions féministes n'a pas abouti à la constitution d'un véritable mouvement social, identifiable et défini au regard d'un certain nombre de critères organisationnels. Telle est la thèse défendue par l'auteur qui applique ici à la connaissance de ce phénomène une lecture personnelle des travaux d'Alain TOURAINE d'une part, de Raymond BOUDON et de François BOURRICAUD, d'autre part. Les conclusions de la recherche sont révisées ou approfondies dans une postface, démonstration étant faite que la nature même du fonctionnement politique vis-à-vis de la "société civile" en général explique pour une large part les orientations et les pratiques des acteurs du non mouvement féminin.
Le propos de cet ouvrage n'est pas d'exposer un tableau général et complet de la position et de l'évolution sociales des femmes, mais plutôt de saisir une dynamique incarnée par certaines d'entre elles, évoluant sur le terrain du politique, du culturel ou du social et réunies dans le cadre des organisations féminines. Or, pour Ilhem MARZOUKI, le propre de ce mouvement général est qu'il se présente *"comme une succession ou une juxtaposition d'organisations qui, loin de se compléter, figurent comme une chaîne de réactions l'une à l'autre"*. Ce travail retrace l'historique de ces séquences organisationnelles, afin de laisser apparaître l'éparpillement des actions et l'hétérogénéité de leurs formes, mais surtout les contradictions entre les diverses préoccupations et les problématiques. A l'aide de documents d'archives et d'entretiens, le contenu des activités féminines est analysé et leur signification est rapportée à leur environnement.
En fin de compte, l'accumulation des réalisations concernant la condition féminine en Tunisie tiendrait plus à l'évolution sociale qui a suscité le renouvellement d'une demande et imposé une progression des orientations globales, qu'à la cohérence et à l'évolution interne d'un mouvement féministe. Ce dernier fut contrarié par le contexte d'une société dominée par des impératifs de modernisation dont seuls l'Etat et une classe dirigeante réduite auraient à la fois la charge et le bénéfice politique.

NASR Seyyed Hossein. - L'Islam traditionnel face au monde moderne (Traduit de l'anglais par Gisèle KONDRACKI avec la collaboration de Christian POURQUIER). - Lausanne : L'Age d'Homme, 1993. - 231 p. + notes.

Les distinctions majeures établies entre le fondamentalisme, le traditionalisme et le modernisme permettent de mieux appréhender les courants politiques qui traversent le monde musulman actuel. L'islam n'apparaît plus comme une nébuleuse idéologique homogène mais comme une religion sujette à de multiples interprétations en rapport avec l'évolution historique.
L'islam traditionnel se définit par sa volonté de conformité avec la dimension intérieure de la révélation et son aptitude à cristalliser les fondements spirituels en oeuvres matérielles. Il se différencie de l'interprétation islamique moderniste qui tente depuis plus d'un siècle de réconcilier l'Orient et le projet de Renaissance né en Occident. Tout en réclamant le retour de l'Islam à sa pureté traditionnelle, le fondamentalisme est une création moderne très différente de l'islam traditionnel instauré par le Prophète et développé depuis quatorze siècles.
L'étude de la nature de l'islam traditionnel est illustrée à partir d'une analyse des thèmes du *Jihâd*, de l'éthique islamique du travail, des rapports hommes-femmes et du rôle du shî'isme en Perse safavide. La Tradition s'impose ainsi comme un mouvement reliant la réalité au message sacré. Son impact sur la vie des musulmans n'empêche guère l'influence de la pensée moderne et la naissance de divergences opposant diverses forces sociales au sein du monde musulman. L'éducation, la philosophie, l'architecture et l'urbanisme témoignent de la prégnance de cette tradition encore vivante malgré les tensions et les contraintes contemporaines qui pèsent sur la vie religieuse et culturelle des musulmans.
Trois interprètes occidentaux de l'islam (MASSIGNON, CORBIN et BURCKHARDT) sont étudiés ici dans la perspective non seulement d'une synthèse heureuse entre tradition, érudition et vérité mais également d'une meilleure compréhension entre Orient et Occident.
En postface, l'observation des tendances politiques actuelles dans le monde islamique offre l'occasion d'une esquisse d'orientations futures où coexisteraient modernisme, messianisme, revivalisme et islam traditionnel.

Panorama économique du Maroc, 1985-1990. - Sous la direction de BENAZZOU Chaouki, avec la participation de MOULINE Tawfik. - Rabat : Compte d'auteur, 1993. - 487p.

Présenté comme la suite du Panorama Économique du Maroc, 1969-1986, ce bilan économique sectoriel analyse une période cruciale pour l'économie marocaine : correspondant à la mise en oeuvre du Programme d'Ajustement Structurel, celle-ci est "*marquée par l'ouverture du commerce extérieur, le glissement du dirham, la libéralisation des prix et la suppression des monopoles et des restrictions à l'importation, la refonte du système fiscal, l'assainissement des finances publiques et l'encouragement de l'initiative privée*".
Pour chaque secteur de l'économie, une analyse succincte mais précise est jointe à un ensemble de tableaux synthétiques exprimant l'évolution des différentes variables significatives. On trouve ainsi des chapitres spécifiques pour chacun des thèmes suivants : la population (emploi, éducation et santé), les finances publiques, les relations commerciales et financières avec l'extérieur, le secteur financier, l'agriculture, les industries de transformation, les secteurs minier et de l'énergie, le tourisme et les produits de la mer.
Le bilan des réformes structurelles est présenté comme positif ; on pourrait regretter toutefois l'absence de toute critique quant aux sources statistiques utilisées. Les auteurs constatant que "*le Maroc a réalisé de bonnes performances, particulièrement durant la seconde moitié des années quatre-vingt*" font référence au rétablissement des grands équilibres internes et externes, à la réduction de l'inflation et à la réalisation d'un taux de croissance appréciable du PIB.
Cependant, le désengagement de l'État ne semble pas se réaliser sans problèmes notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure ; l'aggravation du problème du chômage et le maintien de la pauvreté à un taux plutôt élevé sont considérés comme des zones d'ombre de l'application du Programme d'Ajustement Structurel.

ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES
n° 99 - septembre 1993

Migrations et minorités

Au cours des siècles d'histoire de l'Europe, la répression, l'insécurité des minorités religieuses et ethniques, ainsi que les disparités économiques entre les Etats ont conduit les populations à s'aventurer au-delà de leur terre d'origine.
La présence étrangère a soulevé, et soulève encore, des questions d'ordre juridique, politique, économique et social qu'il convient d'appréhender en portant un double regard : l'un sur l'objet même de l'étude, l'autre sur le sujet observant. En l'occurence, c'est en reprenant les conclusions des enquêtes dirigées par le *Pittsburgh Survey* que E. MORAWSKA appelle tout chercheur, plongé dans l'observation participante, à opérer un perpétuel et préalable examen de soi. Combien de recherches d'hier et d'aujourd'hui retracent, en filigrane, l'influence des perpectives cognitives des scientifiques sur la description des communautés immigrées.
Dans un autre registre, A. R. ZOLBERG insiste, par le biais d'une rétrospective historique, sur le fait que l'idée d'homogénéité nationale s'avère être le produit de rivalités économiques et politiques entre Etats souverains plus que d'une volonté de cohésion et de rassemblement national autour d'un même projet. Pour ce qui concerne l'acquisition de la citoyenneté, le jeu d'alternance entre le *jus soli* et le *jus sanguini* dans l'histoire de la République française est loin d'illustrer, selon R. BRUBAKER, *une tradition de libéralisme, de générosité et d'ouverture envers les étrangers.* Par ailleurs, d'un point de vue social, l'acte de naturalisation qui a pour principale fonction de *transformer en naturels d'un pays des individus qui ne le sont pas*, n'apaise pas en profondeur les appréhensions identitaires que le racisme et le nationalisme véhiculent. A tout le moins, il traduit, d'après A. SAYAD, une *abjuration* de façade, en ce sens que le naturalisé répudie publiquement sa nationalité d'origine mais demeure intimement lié à celle-ci, à l'instar d'un lien de parenté.
La lecture de ce numéro nous invite à placer le statut juridique des minorités issues de l'immigration dans un contexte socio-politique et idéologique précis et à réfléchir sur la rigueur épistémologique des recherches dont elles ont fait l'objet.

▲ ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES - 49, rue de la Vanne - 92126 Montrouge-Cedex

ANNALES MAROCAINES D'ECONOMIE
n° 5 - 1993

La proximité géographique entre l'Espagne du Sud et le Nord du Maroc suscite des flux d'hommes et de matières, des travaux de recherches et des études de synthèse. Le cinquième numéro des *Annales Marocaines d'Économie* propose deux articles consacrés à l'analyse de phénomènes économiques relatifs aux systèmes productifs de part et d'autre du détroit de Gibraltar. Noureddine EL AOUFI (*la salarisation restreinte et ses enchaînements macro-économiques dans les régions de l'Andalousie et du Maroc méditerranéen : Changement et permanence*) trace une esquisse des traits spécifiques des configurations régionales respectives et met en exergue la détermination strictement nationale de l'intégration régionale.
A propos des mêmes espaces, Foued ZAÏEM (*l'Espagne du Sud et le Maroc méditerranéen, marges du nord et du sud méditerranéen*) propose une comparaison de l'économie des deux provinces et de leur place dans l'économie de leur pays.
Par ailleurs M'hamed ZRIOUIL (*Quelle région économique ? Pour quelle restructuration économique régionale au Maroc*) et Mustapha EL KTIRI (*Les exigences du développement économique et social de la région de Doukkala*) reviennent sur la problématique du développement régional au Maroc. On trouvera dans ce même numéro une contribution de Habib El MALKI, *Savoir économique et modernité (argument)* ainsi que des présentations de thèses ou de livres parus récemment.
Dans la partie en arabe de la revue, Mohamed KHACHANI aborde un aspect du mouvement réformiste dans la seconde moitié du XIXème siècle au Maroc (*Les projets industriels makhzéniens et les causes de leur échec*), Mohamed EL ALJ s'intéresse quant à lui aux *systèmes de motivation et leurs conséquences sur les activités des entreprises*, enfin Youssef Mohamed BADI décrit *les problèmes de financement et d'emprunt extérieurs et le cycle de complémentarité économique arabe.*

▲ ANNALES MAROCAINES D'ECONOMIE - Revue trimestrielle de l'Association des Économistes Marocains - Bd. Moulay Slimane - Résidence Moulay Ismaïl, appt. 4, Imm. B - Rabat.

LES CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE
n° 45 - décembre 1992

Bourgeoisies et notables dans le monde arabe (XIXème et XXème siècles)

La parution des actes des colloques organisés par le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine en mai 1990 et en mai 1991 porte à notre connaissance l'état d'un savoir en cours d'élaboration sur le thème des hiérarchies sociales dans le monde arabe. Ici, la réflexion est axée sur la reproduction des élites rurales et urbaines aux XIXème et XXème siècles. Elle se développe en regard d'une démarche privilégiant les dimensions sociale et culturelle du phénomène par rapport à la seule logique économique.
Les dix-huit articles réunis dans ce volume traitent de l'organisation de la société précoloniale ainsi que des mutations qui accompagnent le mouvement colonisateur, principalement au XIXème siècle. Les études sont essentiellement centrées sur les cas algérien, tunisien, marocain et libanais. Une lecture comparative permet la mise en lumière de situations singulières d'une part et de la proximité des approches méthodologiques d'autre part.

Au-delà de la diversité des structures sociales et politiques observées, il est possible de relever des aspects communs à l'étude de la notabilité et de la bourgeoisie. L'ensemble des textes illustre les difficultés que partagent les chercheurs pour élaborer, dans une langue qui leur prête par ailleurs d'autres significations, des notions qui ne présentent pas de stricte équivalence dans la langue des sociétés observées. En outre, les problèmes rencontrés tiennent à la diversité des traits constitutifs de ces catégories, et surtout à la subtilité des nuances qui fondent leurs distinctions.
Notons que la plupart des études sont guidées par un double questionnement sur le rôle de médiateurs politiques joué par les notables et leur capacité à se révéler des opérateurs privilégiés du changement social.

▲ LES CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE - Centre de la Meditérrannée Moderne et Contemporaine - U.F.R. Arts, Lettres et Sciences Humaines - B.P. 204 - 06209 Nice-Cedex 3

LES CAHIERS DE L'ORIENT
n° 31 - 3ème trimestre 1993

Soucieux d'expliciter les circonstances et les évolutions qui ont permis d'aboutir, le 13 septembre dernier, à la signature d'un accord-cadre entre l'Etat d'Israël et les Palestiniens, *les Cahiers de l'Orient* consacrent la moitié de ce numéro d'automne aux nouvelles données de la question palestinienne.
L'approche chronologique utilisée dans la plupart des analyses permet de retracer le cheminement des protagonistes du conflit israélo-palestinien. Côté palestinien, A. LEVALLOIS montre les évolutions de la stratégie de l'OLP et comment les négociations de paix initiées en octobre 1991 ont été préparées dès 1988 par les concessions de la centrale palestinienne. Pour ce qui concerne Israël, D. MEYER rappelle que l'événement de septembre a été favorisé par "l'orientalisation" de la société israélienne et doit beaucoup à la prise de conscience par les Israéliens du problème palestinien à partir de la "Guerre des six jours" et de l'annexion des territoires. Deux autres auteurs se penchent sur les négociations elles-mêmes, leurs différents volets (Conférence de Madrid, négociations multilatérales et bilatérales) et leurs "surprises" (la mutation des mentalités, la sortie du cadre initialement tracé, l'effacement de la diplomatie américaine). La subordination du succès de l'accord au développement économique des territoires et à leur intégration dans un marché régional fait l'objet d'un dernier article. Le dossier Palestine est enrichi par des documents essentiels à la compréhension des faits, dont le texte des accords et la liste des principaux acteurs palestiniens.
Au Maghreb, l'ouverture politique et économique du Maroc retient l'attention, ainsi que les mutations du système financier tunisien et les perspectives d'intégration méditerranéenne des pays de l'Afrique du Nord. Enfin, trois contributions abordent le domaine de l'immigration à travers la notion d'interculturel et la rupture juridique que constitue la réforme du code de la nationalité française adoptée en juillet 1993.

▲ LES CAHIERS DE L'ORIENT - 60, rue des Cévennes - 75015 Paris

HOMMES ET MIGRATIONS
n° 1170 - novembre 1993

Arts du Maghreb, artistes en France

Les créations des artistes d'origine maghrébine (français ou de nationalité étrangère mais résidant en France) échappent peu à peu au carcan identitaire et à la seule dénonciation des conditions de vie réservées aux immigrés. La plupart des créateurs sont désormais en quête d'une expression artistique qui tendrait à l'universel, sans que cette expression constitue pour autant une négation des origines. *Hommes et migrations* dans ce dossier constitué en collaboration avec l'institut du Monde Arabe a pour ambition de montrer l'échec de toute tentative de réduction des artistes d'origine maghrébine à une étiquette collective "*beure*" ou "*courant franco-maghrébin*". Il fait état du *supplément d'âme* qui, au-delà des calculs économiques sur les phénomènes migratoires, accompagne la migration.

Partant d'un constat quantitatif démontrant la richesse de la production des écrivains issus de l'immigration maghrébine depuis dix ans, Alec G. HARGRAVES en propose un bilan analytique (*Une littérature à la croisée des chemins*). Les littératures orales perdurent toutefois dans l'immigration grâce à leur valeur structurelle et artistique universelle (Camille LACOSTE-DUJARDIN, *Lorsque l'art du conte traverse la Méditerranée*). Hédi DHOUKAR et André VIDEAU dans des démarches similaires s'intéressent aux cinéastes, comédiens et "rapeurs" (*Quels "beurs", quel cinéma ; Commedia dell'rap*). Si certains chanteurs, à l'image de Karim Kacel, ont su s'imposer avec talent dans la nouvelle chanson française (Alain SEKSIG, *Karim Kacel : une révérence au jazz*), d'autres tentent une médiation entre les musiques des deux rives de la Méditerranée à travers la musique raï (François BENSIGOR, *Le raï, entre Oran, Marseille et Paris*). Inversant la perspective, Malek CHEBEL dévoile la symbolique dans une France où cours et séminaires se multiplient sur cette discipline aujourd'hui en vogue (La danse du ventre).
Un entretien avec Brahim Alaoui clot ce dossier par une réflexion sur les arts plastiques et la nouvelle génération de plasticiens français d'origine maghrébine (*Et les arts plastiques...*).

▲ HOMMES ET MIGRATIONS - 40, rue de la Duée - 75020 Paris

IBLA
n° 172 - 2ème semestre 1993

In memoriam, l'équipe de l'institut des Belles Lettres Arabes (IBLA) retrace la biographie du Père-fondateur André DEMEERSMAN, décédé le 31 août 1993 à l'âge de 92 ans. Un ensemble d'articles portant sur des sujets divers : philosophie, mystique, confréries, bioéthique, littérature...accompagne ce souvenir-hommage. Les tendances de la philosophie islamique dans le monde moderne sont présentées au sein d'un tableau synthétique depuis la *Nahda* jusqu'aux prolongements de l'école de Mustafa 'Abd al-Razik en Egypte (Ibrahim M. ABU-RABI').
La bio-éthique en Islam est abordée sous l'angle du quotidien, des repères de la culture musulmane et des nouveaux défis qui imposent un nouvel état d'esprit et une nouvelle éthique religieuse (Hmida ENNAIFER).
La bibliologie de la littérature enfantine en Tunisie est l'objet d'une étude historique de ses évolutions ainsi que du rapport entre le besoin de lire et l'environnement social où s'opère un passage de l'oralité à l'écrit (Raja FENNICHE-DAOUAS).
Les catégories de guérisseurs opérant aujourd'hui en Tunisie et plus précisément à Sfax reflètent la multiplicité des fonctions et des techniques thérapeutiques (Rldha ABDELMOULA) de même que les corps possédés par le phénomène de la transe et particulièrement le *Stambali* remplissent plusieurs rôles sociaux et extra-sociaux (Ezeddine DEKHIL).

Dans la partie arabe, la revue publie le deuxième volet de l'étude consacrée au rôle des *Cheikhs* des confréries dans l'échec de la révolte de 'Ail Ben Ghedahem en 1864 (Tllli LA'JILI). Deux présentations abordent dans les *Chroniques,* les questions de la peinture contemporaine au Maghreb (Hédia KHADHAR) et l'image du corps citadin dans le film "*Asfour Stah*" de Férid BOUGHEDIR (Traki ZANNAD-BOUCHRARA). La note de lecture porte sur l'ouvrage du philosophe marocain Al-JABRI intitulé "*Al-Aql al-Siyasî al-Arabî*" (Mahmoud DHAOUADI).

▲ IBLA - 12, Rue Jamâa El-Haoua - 1008 Tunis BM.

INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE MONDE ARABE CONTEMPORAIN/GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES SUR LE MOYEN-ORIENT - Maison de l'Orient Méditerranéen - 7 rue Raulin - 69007 - LYON
Tel : 78.72.02.53 - Fax : 78.58.01.48

Le Groupe de Recherche et d'Etudes sur le Moyen-Orient, unité de recherche associée au CNRS est l'une des nombreuses unités fédérées au sein de la Maison de l'Orient Méditerranéen. **Equipe pluridisciplinaire** constituée de sociologues, géographes, historiens, anthropologues, préhistoriens, politologues, économistes,... elle rassemble des enseignants de l'Université Lyon 2, des chercheurs du CNRS ainsi que d'autres chercheurs et enseignants-chercheurs français ou étrangers. Leurs travaux couvrent l'ensemble des périodes historiques, depuis la préhistoire jusqu'à la période contemporaine.

Dans cette structure, les membres de l'institut de Recherche sur le Monde Arabe Contemporain (IRMAC) se consacrent plus particulièrement à l'étude des hommes, des espaces et des sociétés dans le Monde arabe et en Méditerranée depuis le début du XXème siècle.

Les axes de recherche actuels de l'IRMAC s'inscrivent dans ce cadre : villes et espaces urbains au Proche-Orient ; migrations et nouveaux territoires urbains en Méditerranée et au Proche-Orient ; mobilité sociale et nouvelles couches moyennes ; devenir des steppes ; construction nationale, espaces et frontières.

Ces recherches trouvent sur place un **appui documentaire** dans la bibliothèque arabo-byzantine Antoine Bon qui met à la disposition des spécialistes et des étudiants des ouvrages sur l'islam et le monde arabe classique (environ 500 volumes), sur l'histoire de l'art islamique (environ 150 volumes), sur le monde arabo-musulman contemporain et plus marginalement sur l'Iran, la Turquie, les migrations (environ 1000 volumes), 200 thèses et mémoires, ainsi que 56 revues vivantes. Le fonds est principalement constitué de documents en langues française et angiaise, et dans une moindre mesure en arabe.

Les différents travaux et axes de recherches donnent lieu à des **manifestations scientifiques** (colloques, tables-rondes...) suivies de la **publication** des actes des rencontres dans la série *Etudes sur le Monde Arabe*. Parmi les plus récentes parutions, citons l'ouvrage "*Bâtisseurs et bureaucrates : Ingénieurs et société au Maghreb et au Moyen-Orient*" (1991, sous la direction d'Elisabeth Longuenesse), faisant suite à une Table-ronde tenue à Lyon en mars 1989, ou encore "*Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*" (1991, sous la direction de Nabil Beyhum).

Enfin, les membres de l'IRMAC participent à plusieurs cursus **d'enseignement et de formation à la recherche**, tout d'abord dans le cadre du Diplôme Universitaire Monde Arabe Contemporain (D.U.M.A.C.), diplôme d'Université délivré par le Département d'Etudes Arabes de l'Université Lumière-Lyon II, préparé en deux ans en complémentarité avec le diplôme de l'institut d'Etudes Politiques. Outre des enseignements de langue arabe, cette formation propose une Introduction aux problèmes et questions du monde arabe contemporain abordés sous l'angle de la géopolitique, de l'histoire et de l'anthropologie.

Deux séminaires de formation à la recherche (maîtrise/DEA) sont également placés sous la responsabilité des chercheurs de l'IRMAC : le premier, portant sur "La question urbaine dans le monde arabe, Espaces publics, Espaces privés, Espaces communautaires" ; le second, plus généraliste et à vocation plus méthodologique intitulé "Anthropologie politique du Monde Arabo-Musulman : Introduction à la recherche en sciences sociales sur le Monde Arabo-Musulman" (Initié en 1993-94).

R A P P E L S

3 novembre **RABAT**
Savoir économique et modernité.
Séance inaugurale du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC.
Coordination :
GERM
8 rue Al Moutannabi
Agdal
Rabat
Tél : 67 47 39
Fax : 67 47 40

IRMC
1 rue d'Annaba
Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

13-15 novembre **ALGER**
Sociétés maghrébines et pratiques sociologiques.
Colloque organisé par l'institut de Sociologie, Université d'Alger-Bouzareah.
Coordination :
Mustapha Madi
Université d'Alger
Institut de Sociologie
Boulevard Djamâl Eddine Al-Afghâni
Al Hammadia
Alger Bouzareah
Tél : 74 41 16
Fax : 50 66 12

16-17 novembre **ANNABA**
Démocratie, Etat et société.
Séminaire international organisé par l'institut de Sociologie et l'Université d'Annaba.
Coordination :
B. Boukhrissa
B. P. 12
Annaba
Tel : 82 23 51
Fax : 85 62 88

17 novembre **CARTHAGE**
Savoir juridique et raisonnement sociologique : la part du Droit dans l'interprétation des faits.
Deuxième séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage", co-organisé par Beit el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Yadh Ben Achour.
Coordination :
Beit el-Hikma
25 avenue de la République
Carthage Hannibal
Tél : 277 275
IRMC - Tunis
Tél : 796 722

18-20 novembre **TUNIS**
La résistance armée en Tunisie aux XIXe et XXe siècles.
Septième colloque international d'Histoire du Mouvement National organisé par l'institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN).
Coordination :
ISHMN
17 rue de Tolède
El Manar
1004 Tunis
Tél : 88 16 07
Fax : 88 1 2 63

20 novembre **TUNIS**
Psychologie et comportement des usagers face aux technologies de l'information en Tunisie.
Séminaire organisé par l'institut Supérieur de Documentation.
Coordination :
Institut Supérieur de Documentation
10 rue de Kéiibia
B.P. 600
1025 Tunis RP
Tél : 792 265
Fax : 794 117

22-23 novembre **CAGLIARI**
Cooperazione per la pace nel Mediterraneo. Autodeterminazione dei popoli, nazionalismi etnici, tutela delle minoranze.
Conférence co-organisée par le Conseil de la Ligue des Etats Arabes, l'Université de Cagiiari et le Parlement Européen.
Coordination :
Associazione Culturale Mediterranea
Via Cugia, 14
09129 Cagiiari
Tél : 30 04 72
Fax : 30 04 72

23 novembre **PARIS**
L'Orient ancien : Ecriture, raison, religion et pouvoir.
Inauguration du cycle de conférences de Jean Bottero.
Coordination :
IMA
Unité recherches et débats
1, rue des Fossés Saint-Bernard
75 236 Paris-Cedex 05
Tel : 40 51 38 38
Fax : 43 54 76 45

25-26 novembre **SOUSSE**
Géopolitique et mouvements de populations dans le monde turcophone et en Asie Centrale.
Deux conférences organisées par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres de Sousse.
Coordination :
Faculté des Lettres
Département de Géographie
M. Hassen Boubakri
Quartier Taffalla
Sousse
Tél : 232 361
Fax : 234 578

25-27 novembre **TUNIS**
Les zones protégées en Méditerranée.
Colloque international organisé par le Centre d'Etudes, de Recherches et de Publications (CERP) à l'occasion de la quatrième Assemblée Générale du Comité pour les Etudes Méditerranéennes.
Coordination :
Moncef Hergli
CERP
B.P. 255
1080 Tunis CEDEX
Tél : 518 914
Fax : 511 677

25-27 novembre **TOULOUSE**
Des contes sans frontières : Les Mille et Une Nuits.
Colloque organisé par le Groupe de Recherche Analyses Monde Arabe Méditerranée (AMAM), avec le concours de l'Université du Mirail, la Ligue de l'Enseignement, le Conseil régional et la Mairie de Toulouse.
Coordination :
AMAM
Tél : 61 50 47 25
Fax : 61 50 42 09

26 novembre **TUNIS**
Tunisie, trésors d'art et d'histoire.
Conférence organisée par l'Association Tunisienne Monuments et Sites.
Coordination :
Association Monuments et Sites
Dar Ben Achour
46-52 rue du Pacha
1006 Tunis
Tél : 261 644

29 novembre-**1er** décembre **TUNIS**
Sacrifices et fêtes en Islam maghrébin.
Séminaire franco-maghrébin co-organisé par l'institut National du Patrimoine et le GDR 745 Anthropologie Comparative des Sociétés Musulmanes.
Coordination :
Institut National du Patrimoine
4 place du Château
1008 Tunis
Tél : 561 693
Fax : 562 452

3-4 décembre **AIX-EN-PROVENCE**
Mémoire de la colonisation. Relations colonisateurs / colonisés.
Séminaire organisé par l'institut d'Histoire des Pays d'Outre-Mer (IHPOM).
Coordination :
Régine Goutaller
IHPOM
Université de Provence
29 avenue Robert Schuman
13100 Aix-en-Provence
Tél : 42 20 68 18

3-5 décembre **MSIDA (Malte)**
Family Values in the Mediterranean.
Colloque organisé par l'Université de Malte.
Coordination :
L.N. Agius
Université de Malte
Msida Malte
Tél : 345 655
Fax : 336 450

6 décembre **AIX-EN-PROVENCE**
"Identités".
Troisième séance du séminaire général organisé par l'institut de recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM). Intervention de Gilles Veinstein.
Coordination :
Jean-Paul Pascual
IREMAM
5 Av. Pasteur
13617 Aix-en-Provence
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

6-11 décembre **CASABLANCA**
Langue arabe et technologies informatiques avancées.
Deuxième congrès international organisé par la Fondation du Roi Abduiaziz Al Saoud pour les Etudes Islamiques et les Sciences Humaines de Casablanca.
Coordination :
Fondation du Roi Abduiaziz Al Saoud
Boulevard de la Corniche
Ain Diab
B.P. 12595
Casablanca
Maroc
Tél : 39 10 27 - 39 10 30
Fax : 39 10 31

9 décembre **RABAT**
Savoir économique et modernité.
Deuxième séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Habib El Malki.
Coordination :
GERM
8 rue Al Moutannabi
Agdal
Rabat
Tél : 67 47 39
Fax : 67 47 40

IRMC
11 rue d'Annaba
Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

10-11 décembre **CAGLIARI**
Migrations et coopération.
Quinzième séminaire pour la coopération méditerranéenne co-organisé par l'Istituto di Studi e Programmi per il Mediterraneo (ISPROM) et la Région Autonome de la Sardaigne.
Coordination :
ISPROM
Nuovo Grattacielo
Casella Postale 81
07100 Sassari
Tél : 23 73 64
Fax : 20 00 83

10-11 décembre **TREVISE**
La pace come ideale storico concreto.
Colloque international organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches de l'institut International "Jacques Maritain".
Coordination :
Centre d'Etudes et de Recherches de l'institut International "Jacques Maritain"
Villa Albrizzi-Franchetti
Preganziol (Treviso)
Tél : 0422/383550
Fax : 0422/347036

15 décembre **PARIS**
Les nouvelles lois sur l'immigration et sur la citoyenneté en France.
Colloque organisé par l'institut Maghreb Europe.
Coordination :
Institut Maghreb Europe
Université Paris 8
2 rue de la Liberté
93526 Paris CEDEX 02

ANNONCES

15 décembre **CARTHAGE**
L'économie politique, science sociale "particullère"?
Troisème séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beit el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Mohmoud Ben Romdhane.
Coordination :
Beit el-Hikma
25 avenue de la République
Carthage Hannibal
Tél : 277 275
IRMC - Tunis
Tél : 796 722

16-17 décembre **PLOUFRAGAN**
Connaissance du monde arabe : la pédagogie interculturelle.
Colloque organisé par l'Ecole Régionale pour les Etudes Educatives et Sociales (EREES) de Saint Brieuc.
Coordination :
EREES
12 rue Vau Meno
B.P. 7008
22070 Saint Brieuc CEDEX 3
Tél : 96 78 76 08

17-18 décembre **CARTHAGE**
Rencontre scientifique autour de l'oeuvre de Mohamed Arkoun, co-organisée par Beit el-Hikma et la Société Orient-Occident (OROC).
Coordination :
Hamadi Redissi
OROC
B.P. 10
2070 La Marsa
Tél : 272 955

20 décembre **TUNIS**
La démocratie dans les relations internationales et le Monde Arabe.
Séance inaugurale du séminaire organisé par le Comité Directeur de l'Association des Etudes Internationales (AEI).
Coordination :
AEI
B. P. 156
1012 Tunis - Belvedère
Tél. : 791 663 - 270 646
Fax : 796 593 - 270 646

24-25 décembre **TUNIS**
La medina en Tunisie.
Colloque co-organisé par le Secrétariat d'Etat à la Recherche Scientifique et à la Technologie (SERST) et l'Université de Tunis 1.
Coordination :
SERST
18 rue 8010
Cité Montplaisir
1002 Tunis
Tél : 795 622

29 décembre **VENISE**
L'urbanisme médiéval au Maghreb.
Conférence de Marianne Barrucand, organisée par l'Istituto Universitario di Architettura de Venise.
Coordination :
Prof. Ennio Concina
Istituto Universitario di Architettura - Venezia
Palazzo Badoer - S. Polo 2554
30125 Venezia
Fax : 71 90 44

5 janvier **RABAT**
La sitologie : vers une science interculturelle des pratiques économiques.
Troisième séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Hassan ZAOUAL.
Coordination :

GERM	IRMC
8 rue Al Moutannabi	1 rue d'Annaba
Rabat	Rabat
Tél : 67 47 39	Tél : 76 96 40
Fax : 67 47 40	Fax : 76 14 75

7-8 janvier **LYON**
Parole publique, espaces publics.
Table ronde présentée par l'institut de Recherche sur le Monde Arabe Contemporain (IRMAC), en collaboration avec le Groupe de Recherche et d'Etudes sur le Moyen-Orient (GREMO).
Coordination :
IRMAC
Maison de l'Orient Méditerranéen
7, rue Paulin
69007 Lyon
Tél : 78 72 02 53

19 janvier **CARTHAGE**
L'économiste et le dilemme du savoir et de l'expertise.
Quatrième séance du séminaire "savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beit-el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Mondher Gargouri.
Coordination :
Beit-el-Hikma
25 avenue de la République
Carthage Hannibal
Tél : 277 275
IRMC - Tunis
Tél : 796 722

19-20 janvier **TOURS**
Fabrication de la ville coloniale.
Conférence de Mercédès Volait, CNRS-URBAMA.
Contact :
URBAMA
23, rue de la Loire
B. P. 2221
37021 Tours
Tél : 47 36 84 69
Fax : 47 36 84 71

3 février **RABAT**
L'étude des politiques publiques au Maroc.
Quatrième séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Abdallah Saaf.
Coordination :

GERM	IRMC
8 rue Al Moutannabi	1 rue d'Annaba
Agdal	Rabat
Rabat	Tél : 76 96 40
Tél : 67 47 39	Fax : 76 14 75
Fax : 67 47 40	

5-7 février **ALGER**
Sociétés maghrébines et pratiques sociologiques.
Colloque organisé par l'Institut de Sociologie de l'Université d'Alger.
Coordination :
Bousaada Rachid
Université d'Alger
Institut de sociologie
Boulevard Djamâl Eddine Al-Afghâni
Al Hammadia
Alger Bouzareah
Tél : 74 41 16
Fax : 50 66 12

7-9 février **ZARAGOZA**
Aspects économiques de l'environnement et de l'utilisation du sol dans le Bassin méditerranéen.
Trente-quatrième séminaire de l'European Association of Agricultural Economists (EAAE).
Coordination :
Dr. Luis Miguel Albisu
c/o Instituto Agronomico Mediterraneo de Zaragoza
Apartado 202
50080 Zaragoza
Tél : (976) 57 60 13

21-24 février **ZARZIS**
Les vecteurs de diffusion de la modernité dans le monde arabe et musulman.
Colloque organisé par l'institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).
Coordination :
Noureddine SRAIEB
IREMAM
5 Av. Pasteur
13617 Aix-en-Provence
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

23 février **CARTHAGE**
L'espace du géographe.
Cinquième séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beit-el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Pierre SIGNOLES.
Coordination :
Beit-el-Hikma
25 avenue de la République
Carthage Hannibal
Tél : 277 275
IRMC - Tunis
Tél : 796 722

1er mars **RABAT**
Politiques économiques au Maghreb et modernité.
Cinquième séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Driss Ben Ali.
Coordination :
GERM
8 rue Al Moutannabi
Agdal
Rabat
Tél : 67 47 39
Fax : 67 47 40

IRMC
1 rue d'Annaba
Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

14-16 mars **SFAX**
Développement et environnement au Maghreb.
Colloque organisé par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines en collaboration avec l'Association des Géographes Tunisiens.
Coordination :
Association des Géographes Tunisiens
42 rue de la Liberté
Le Bardo
2000 Tunis
Tél : 261 189 / 262 963

16-19 mars **MARRAKECH**
Développement agricole et autosuffisance alimentaire dans les pays du Maghreb.
Colloque organisé par l'Université d'hiver de Marrakech.
Coordination :
Université Cadi Ayyad
Boite Postale S 17
Quartier Amerchich
Marrakech
Fax : 43 44 94

20 avril **CARTHAGE**
L'appareil statistique et la production d'une image de la société.
Sixième séance du séminaire *"Savoirs en usage, savoirs en partage"* co-organisé par Beit-el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Philippe FARGUES.
Coordination :
Beit-el-Hikma
25 avenue de la République
Carthage Hannibal
Tél : 277 275
IRMC - Tunis
Tél : 796 722

20-22 avril **OUJDA**
Migrations maghrébines en Europe : aspects sociaux, linguistiques et pédagogiques.
Troisième rencontre internationale sur les mouvements migratoires maghrébins
Co-organisée par le Groupe de Recherche sur les Langues et les Minorités, l'Institut du Monde Arabe et le Centre d'Etudes sur les Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM).
Coordination :
Ali FALEH
CEMMM
Rectorat de l'Université Mohammed 1er
B.P. 524
Oujda
Tél : 68 05 21/22
Fax : 68 61 71

PROGRAMME **Pratiques culturelles au Maghreb**
Techniques de communication et image de soi

Progressivement, l'IRMC a ouvert des programmes ayant pour objectif le développement et l'interconnexion de projets suivant de grands axes stratégiques propices à une convergence des compétences et des intérêts savants. Aux programmes actuellement en chantier (voir Correspondances n° 8-9, juillet-août 1993) vient aujourd'hui s'ajouter, selon la même logique, le programme Pratiques culturelles au Maghreb : Techniques de communication et image de soi.

De par le monde, les mêmes images, les mêmes discours politiques sont produits et transmis par les mêmes techniques à des groupes réputés issus de cultures distinctes.
Les normes modernes de représentation dépendent d'une certaine manière de concevoir l'espace et le temps, la vérité et la vertu. L'étude de ce que l'on appelle souvent la culture mondiale témoigne de l'élargissement de cet espace moderne à des pratiques et des territoires nouveaux. Mais cette extension n'est pas uniforme dans le temps et recouvre de nouvelles dynamiques sociales et stratégies de pouvoir.
L'IRMC se propose de susciter et de confronter des contributions à une approche historique, ethnologique et sociologique de l'espace moderne et de ses frontières à partir de pratiques culturelles au Maghreb.
Le programme de recherche initié à cet effet présuppose que la reproduction mécanique des mots, des sons et des images constitue l'une des clés pour la compréhension de la spécificité des savoirs, des pratiques et des représentations modernes. Il tend à axer les recherches sur la relation entre les moyens mécaniques et l'élaboration de formes significatives de soi-même et de l'altérité.
La question de l'individu et de l'individualisme est souvent posée au Maghreb lors de débats sur les réalités sociales, les comportements économique ou dans le cadre de discussions sur l'éthique. L'étude des pratiques culturelles peut nous aider à saisir l'originalité des manières de se voir et se dire au Maghreb aujourd'hui. En optant de se pencher sur "le souci de soi" du point de vue des techniques de communication, nous prenons comme hypothèse que l'introduction des techniques modernes a été d'une importance primordiale pour la constitution des savoirs et des pratiques au Maghreb, comme ailleurs dans le monde.
Les cadres de production, de réception et de diffusion des images, des mots et des sons dépendent, partout, des mêmes normes de représentation. Les frontières nationales ou ethniques ne sont pas respectées ni dans la diffusion, ni dans l'utilisation de ces objets divers qui "fixent" le savoir et les sentiments. Comment les techniques modernes de communication aident-elles à façonner des frontières nouvelles, culturelles ou sociales, en s'insinuant dans la vie quotidienne, jusque dans les manières de parler de soi et de se voir ? L'interrogation laisse sous-entendre deux axes d'investigation.
Un premier axe portera sur la relation entre les techniques et la mise en place de modes d'expression. Les expressions picturales et l'écriture sur soi-même ou sur d'autres changent en liaison avec les transformations techniques. L'étude historique de l'introduction des techniques et l'étude actuelle des manières de "se dire" et de "se montrer" permettront de mieux comprendre comment les techniques mécaniques pour fixer et diffuser les images et les sons aident à façonner des sociétés modernes.
Un second volet du programme considérera les lieux de sociabilité en rapport avec les techniques de communication. Même les lieux les plus "privés", comme la maison familiale, sont traversés d'images et de paroles (informations télévisées ou affiches de stars de rock, par exemple) qui transportent le "dehors". Des études récentes illustrent l'intérêt de ce type de recherche pour comprendre le rôle des techniques, mais aussi, comme tremplin pour questionner nos définitions de la culture.
Dans le cadre de ce programme, *Pratiques culturelles au Maghreb : Techniques de communication et image de soi*, des rencontres entre spécialistes de diverses disciplines permettront d'initier des projets, de confronter des recherches en cours et d'affiner les approches. Deux tables rondes portant respectivement sur chacun des deux axes de recherche sont prévues pour le printemps 1994.

COORDINATION DU PROGRAMME

Sussan OSSMAN Anthropologue, chercheur à l'IRMC, Responsable du Centre de Rabat.

Travaux récents sur l'image et la communication
Picturing Casablanca, Portraits of power in a Modern City, à paraître en1994, University of California Press, Berkeley.
"Cadres et cadences, la télévision et l'organisation de l'espace et du temps à Casablanca", G.Beaugé, ed., L'Image dans le Monde Arabe, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, (sous presse 1993).
"Les salons de beauté au Maroc", *Les Cahiers de L'Orient*, no 20, printemps 1991, pp. 181-189.
"Nouvelles cultures dans le Monde Arabe", (avec Yves Gonzalez-Quijano), *Les Cahiers de l'Orient*, no. 20, printemps 1991, pp. 161-166.
"Le Cinéma marocain, discours et images", *Les Cahiers de l'Orient*, no 18, été 1990, pp. 176-188.

SEMINAIRE ANNUEL DE RECHERCHE
Carthage
IRMC - BEIT AL-HIKMA

SAVOIRS EN USAGES, SAVOIRS EN PARTAGE

Troisième séance
15 décembre 1993

Mahmoud BEN ROMDHANE
Professeur à la Faculté des Sciences économique et de gestion de Tunis
Vice-Président du CODESRIA (Conseil pour le développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique) Dakar

L'économie politique, science sociale "particulière" ?

Depuis ses débuts et jusque dans ses variantes contemporaines (marxiste, keynésienne, néo-classique) théoriquement et politiquement irréductibles, l'économie politique rencontre la question passablement abstraite mais aux enjeux considérablement concrets de la définition de la rationalité économique.
Au fond, cette question n'aurait que peu de poids si la science économique ne prétendait être en mesure de délimiter le système économique le plus rationnel, c'est-à-dire, celui qui serait le plus efficient en même temps que le plus juste, ou mieux, celui qui, compte tenu des ressources disponibles et de la distribution des intérêts, concilierait l'équité et l'efficacité.
A défaut de pouvoir restreindre le débat à une série d'alternatives techniques et spécialisées à la suite desquelles se présenterait une théorie économique unifiée et déductive, on pourrait être tenté de questionner la cohérence logique de la discipline, de se demander en quoi elle se rapproche de la science ou si elle ne fait que l'imiter.
Mais, parce que l'économie politique affiche un schéma de réussite savante et de développement précoce fondé sur les capacités à isoler un terrain du social (la distribution de la valeur, la maximisation des avantages, l'allocation des ressources rares, ...) et à inventer les modèles pertinents et causals des phénomènes qui le traversent, la tentation est grande pour ses spécialistes d'appliquer - abusivement ou non - leurs savoirs et leurs instruments à des objets qui n'ont rien de spécifiquement économique. Cette tentation se trouve renforcée par la réussite sociale de la discipline, l'attention que lui portent le grand public et les décideurs. Si la qualité de science du social ne peut que difficilement être refusée à l'économie politique, c'est bien la confrontation des aspirations nouvelles de la discipline et de ses caractéristiques régionales, constitutives, *particulières* qui semble aujourd'hui poser les véritables questions.

Au total, par une sorte de raisonnement circulaire de légitimation, tout se passe comme si l'économiste usait d'une science particulière comme d'une science générale, oubliant que les connaissances sur l'économique ne sont pas plus immédiatement transposables, que les objets qu'elles concernent ne sont autonomes.
(notes de séance)

Mahmoud BEN ROMDHANE, agrégé de sciences économiques, enseigne la macroéconomie. Ses travaux concernent l'accumulation du capital et les classes sociales en Tunisie (Doctorat d'Etat en économie) et notamment les relations des secteurs publics, industriels et agricoles en Tunisie et en Afrique .

Ouvrages en cours de préparation et d'édition :
Les Mouvements sociaux et la lutte pour la démocratie (CODESRIA)
La Résurgence du libéralisme (Annales de la Faculté des Sciences Economiques et de gestion de Tunis

Quatrième séance
19 janvier 1994

Mondher GARGOURI
Professeur à la Faculté des Sciences économiques et de Gestion de Tunis

L'économiste et le dilemme du savoir et de l'expertise

Mondher GARGOURI est agrégé de sciences économiques, titulaire d'un PhD en économie et économétrie. Parmi ses nombreuses expériences professionnelles et missions de consultation, on mentionnera pour mémoire : la participation à l'élaboration des Vième et VIIème Plans de Développement Economique et Social de la Tunisie, la création et la présidence du Commissariat général au Développement régional, la création et la direction de l'Institut Arabe de Chefs d'Entreprises, de multiples actions d'évaluation et de réflexion en matière de formation et d'intégration économique.

Cinquième séance
23 février 1994

Pierre SIGNOLES
Professeur à l'Université de Tours
Directeur d'URBAMA (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation du Monde Arabe)

L'espace du géographe

SEMINAIRE ANNUEL DE RECHERCHE
Rabat
IRMC - GERM

SAVOIR ECONOMIQUE ET MODERNITE

Deuxième séance
9 décembre 1993

Habib EL MALKI
Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat

Savoir économique et modernité
Si la modernité est "une quête permanente d'un ordre de plus en plus rationnel pour la connaissance scientifique et pour la réflexion" alors elle n'est pas négation de la tradition, et ne s'apparente pas à l'Occident. En ce sens, il y eut une modernité arabe, une modernité asiatique. Et la question qui surgit est celle de l'interaction du pouvoir économique et de cette modernité.

Sur le terrain de l'histoire des idées, l'avènement des physiocrates ou de l'école keynésienne, entre autres, soit a coïncidé avec des mutations vers un ordre social meilleur, soit s'explique par des contradictions de système, telle la crise du capitalisme des années 20 et 30.

L'articulation "savoir économique et modernité" trouve une illustration problématique dans le cas du bassin méditerranéen. La Méditerranée, autrefois haut lieu d'exercice du pouvoir, est devenue objet du pouvoir, en grande partie à cause de sa faible production sur le plan scientifique et technique. En cette fin de siècle, elle a perdu les attributs du pouvoir : le savoir et ses modes d'appropriation.

Ce constat est à mettre en liaison avec le malaise qui frappe actuellement l'intelligentsia de la rive Sud de la Méditerranée : l'économiste vit une "déconnexion" théorique ; le discours économique des années 60 et 70, fondamentalement critique, n'a plus d'emprise sur les mutations actuelles de la rive Sud,

A l'heure d'une division ambiguë des sphères de pouvoir et de savoir et du renforcement des termes inégalitaires de l'échange, l'enjeu n'est-il pas de définir le savoir économique comme vecteur de l'action, plus particulièrement dans les zones économiquement marginalisées ?
(notes de séances)

Habib EL MALKI est Professeur titulaire d'économie à l'Université Mohamed V à Rabat. Il est président du Groupe d'Etudes et de Recherche sur la Méditerranée (GERM), directeur du Centre Marocain de Conjoncture et Secrétaire général du Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir (CNJA). Habib EL MALKI est l'auteur de plusieurs ouvrages dont :

- *Trente ans d'économie marocaine*. - Paris : CNRS, 1989
- *Accumulations*. - Rabat : Editions Arabo-africaines, 1989 (en arabe)
- *L'économie marocaine et la crise*. - Casablanca : Editions Maghrébines, 1986 (en arabe)
- *L'économie marocaine. Bilan d'une décennie*. - Paris : CNRS, 1982.

Troisième séance
5 janvier 1994

Hassan ZAOUAL
Maître de conférences en sciences économiques à l'institut Universitaire de Technologie, Université du Littoral (Dunkerque)

La sitologie : vers une science interculturelle des pratiques économiques

Hassan ZAOUAL, titulaire d'une thèse de doctorat sur le thème "Les transferts de technologie", est également membre de l'Unité de Recherche Associée (CNRS) "Tiers-monde-Afrique".
Outre ses enseignements portant sur l'articulation "Culture, entreprise et développement", ses travaux concernent les étendues interculturelles et multidimensionnelles du développement, la méthodologie des sites symboliques, les relations du formel et de l'informel, de l'écologie et de l'économie.

Quatrième séance
3 février 1994

Abdellah SAAF
Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat

L'étude des politiques publiques au Maroc

S O M M A I R E

POSITIONS DE RECHERCHE 3
MONOGRAPHIE D'UNE GRANDE ENTREPRISE COLONIALE
LA COMPAGNIE DES PHOSPHATES ET DU CHEMIN DE FER DE GAFSA
1897-1930
Noureddine DOUGUI

RECHERCHE EN COURS 9
LES POUVOIRS DANS LA VILLE : MULTIPLICITÉ DES CENTRES DE DÉCISION ET ATTITUDE DES POPULATIONS
Abdelghani ABOUHANI

ETAT DE... 15
Revues scandinaves

VIENT DE PARAITRE 18

REVUES 21

ESPACES DE RECHERCHE 24

CALENDRIER SCIENTIFIQUE 25

ACTIVITES DE L'IRMC 29

المحتويات

3 مواقف بحث :
دراسة مونوغرافية لمؤسسة استعمارية كبرى
شركة الفسفاط والسكك الحديدية بقفصة 1897-1930
نور الدين دوقي

9 بحوث بصدد الإنجاز :
السلط في المدينة : تعدد مراكز القرار و موقف السكان
عبد الغني ابو هاني

15 جوانب المسألة :
مجلات من سكندينافيا

18 آخر ما صدر

21 المجلات

24 الرزنامة العلمية

25 فضاءات البحث

29 انشطة معهد البحوث المغاربية المعاصرة

Correspondances

Institut de Recherche
sur le Maghreb Contemporain
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville
1002 Tunis
Téléphone : (1) 796-722
Fax : (1) 797-376
Télex : 18080 IRMC